



Toulon, le 19 décembre 2018

DIVISION « ACTION DE L'ETAT EN MER »

## **ARRETE PREFECTORAL N° 293/2018**

### **REGLEMENTANT LA NAVIGATION, LE MOUILLAGE ET LA PLONGEE SOUS-MARINE AU DROIT DU LITTORAL DE LA COMMUNE DE CANNES (Alpes-Maritimes) ET PORTANT DEROGATION A L'ARRETE PREFECTORAL N°189/2018 DU 24 JUILLET 2018**

**JUSQU'AU 23 JANVIER 2019**

Le vice-amiral d'escadre Charles-Henri de La Faverie du Ché  
préfet maritime de la Méditerranée

- VU le code des transports et notamment son article L. 5242-2,
  - VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2213-23,
  - VU le code pénal et notamment ses articles 131-13 et R. 610-5,
  - VU le décret n° 2004-112 du 6 février 2004 modifié relatif à l'organisation de l'action de l'Etat en mer,
  - VU le décret n° 2007-1167 du 2 août 2007 modifié relatif au permis de conduire et à la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur,
  - VU le décret n° 2016-1108 du 11 août 2016 portant création de recueils d'actes administratifs des préfectures maritimes sous forme électronique,
  - VU l'arrêté préfectoral n° 15/2018 du 6 mars 2018 portant délégation de signature,
  - VU l'arrêté préfectoral n° 19/2018 du 14 mars 2018 réglementant la navigation et la pratique de la plongée sous-marine le long du littoral des côtes françaises de Méditerranée,
  - VU l'arrêté préfectoral n° 189/2018 du 24 juillet 2018 réglementant la navigation, le mouillage des navires, la plongée sous-marine et la pratique des sports nautiques de vitesse dans la bande littorale des 300 mètres bordant la commune de Cannes,
  - VU la demande de la ville de Cannes en date du 14 décembre 2018,
- Sur proposition** du directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes,

**Considérant** qu'il convient de déroger temporairement au plan de balisage des plages de la commune de Cannes afin de permettre la réalisation des travaux de confortement des pontons de la plage de la Croisette ;

**Considérant** qu'il appartient au maire de cette commune de prendre les dispositions relatives à la police et à la sécurité des baignades et des activités nautiques pratiquées à partir du rivage avec des engins de plage et des engins non immatriculés dans la bande littorale des 300 mètres.

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1**

Pour permettre le bon déroulement des travaux au droit de la plage de la Croisette en rade de Cannes, **les dispositions suivantes sont applicables :**

**1.1. Il est créé trois zones réglementées** (cf. annexe I) délimitées par le trait de côte et une ligne joignant respectivement les points A, B, C et D, les points E, F, G et H et les points I, J, K et L de coordonnées géodésiques suivantes (WGS84 – en degrés et minutes décimales) :

#### **Zone 1 :**

**Point A : 43°32,967' N – 007°01,463' E**

**Point B : 43°32,961' N – 007°01,485' E**

**Point C : 43°32,931' N – 007°01,471' E**

**Point D : 43°32,936' N – 007°01,448' E**

#### **Zone 2 :**

**Point E : 43°32,933' N – 007°01,590' E**

**Point F : 43°32,921' N – 007°01,607' E**

**Point G : 43°32,901' N – 007°01,591' E**

**Point H : 43°32,908' N – 007°01,572' E**

#### **Zone 3 :**

**Point I : 43°32,855' N – 007°01,793' E**

**Point J : 43°32,838' N – 007°01,806' E**

**Point K : 43°32,812' N – 007°01,784' E**

**Point L : 43°32,826' N – 007°01,763' E**

Ces zones sont interdites à la navigation et au mouillage des navires et engins immatriculés ainsi qu'à la plongée sous-marine.

**1.2. Jusqu'au 21 décembre 2018**, les zones réglementées 1, 2 et 3 sont activées.

**1.3. Du 22 décembre 2018 au 23 janvier 2019**, seule la zone réglementée 1 est activée.

## **ARTICLE 2**

Les interdictions édictées à l'article 1 ne concernent pas :

- les navires et embarcations chargés de la surveillance et de la sécurité du plan d'eau ou en mission de sauvetage ;
- les engins GUILLAUME 1 et LETIM, respectivement immatriculés TL 927000 et TL 902023, qui sont également autorisés à pénétrer dans la zone interdite aux engins à moteur selon une trajectoire perpendiculaire au rivage afin d'accéder aux pontons faisant l'objet des travaux de confortement. La navigation limitée à 5 nœuds doit s'effectuer de manière régulière, directe et continue ;
- les plongeurs participant aux travaux.

## **ARTICLE 3**

Par dérogation à l'arrêté préfectoral n° 189/2018 du 24 juillet 2018 susvisé, les périmètres de la zone interdite aux engins à moteur (ZIEM) de la Croisette inclus dans les zones définies à l'article 1 sont suspendus aux dates d'activation correspondantes (cf. annexe II).

## **ARTICLE 4**

Les infractions au présent arrêté exposent leurs auteurs aux poursuites et peines prévues par les articles L. 131-13 et R. 610-5 du code pénal, par l'article L. 5242-2 du code des transports et par les articles 6 et 7 du décret n° 2007-1167 du 2 août 2007 susvisés.

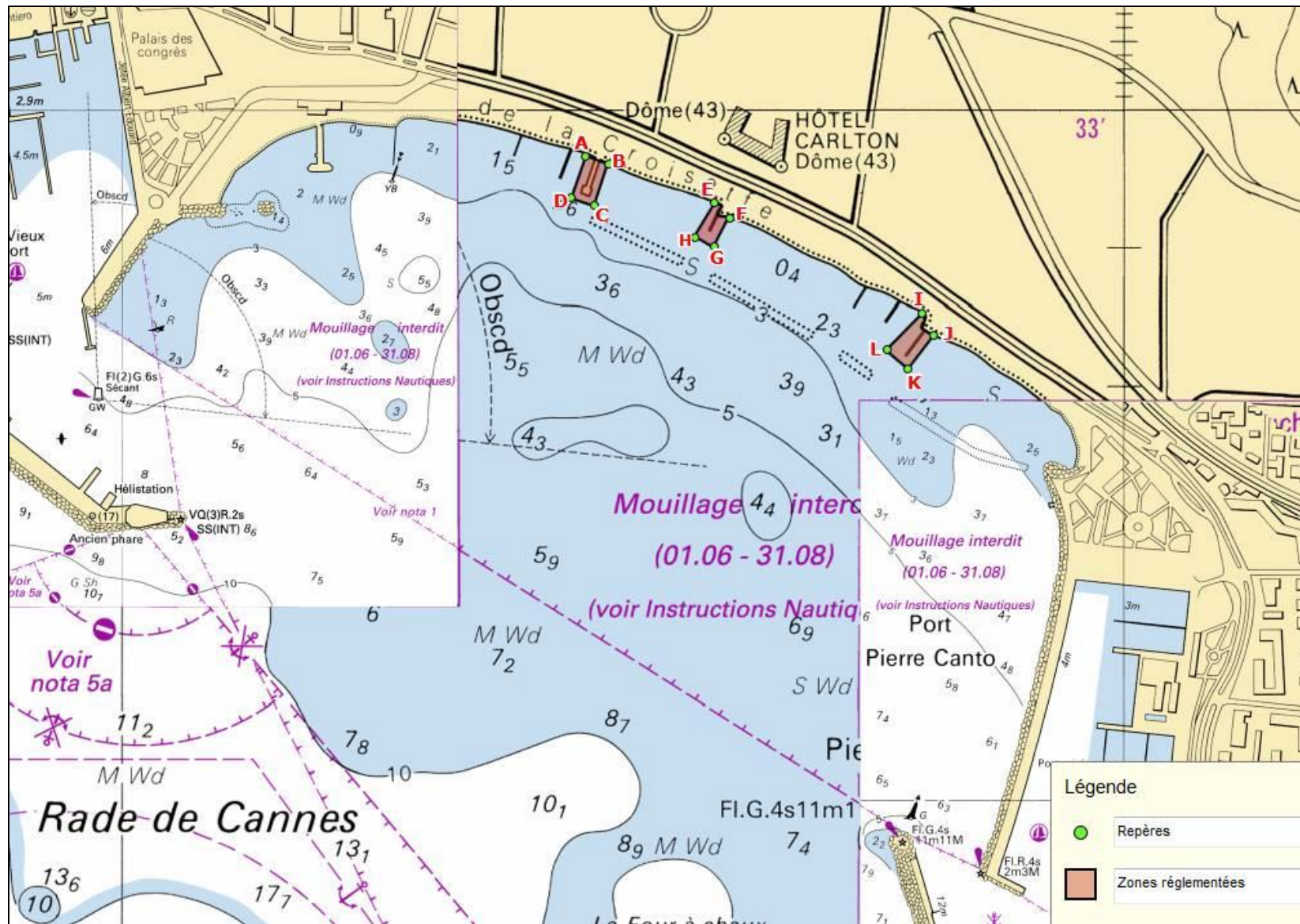
## **ARTICLE 5**

Le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes, les officiers et agents habilités en matière de police de la navigation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté publié au recueil des actes administratifs de la préfecture maritime de la Méditerranée.

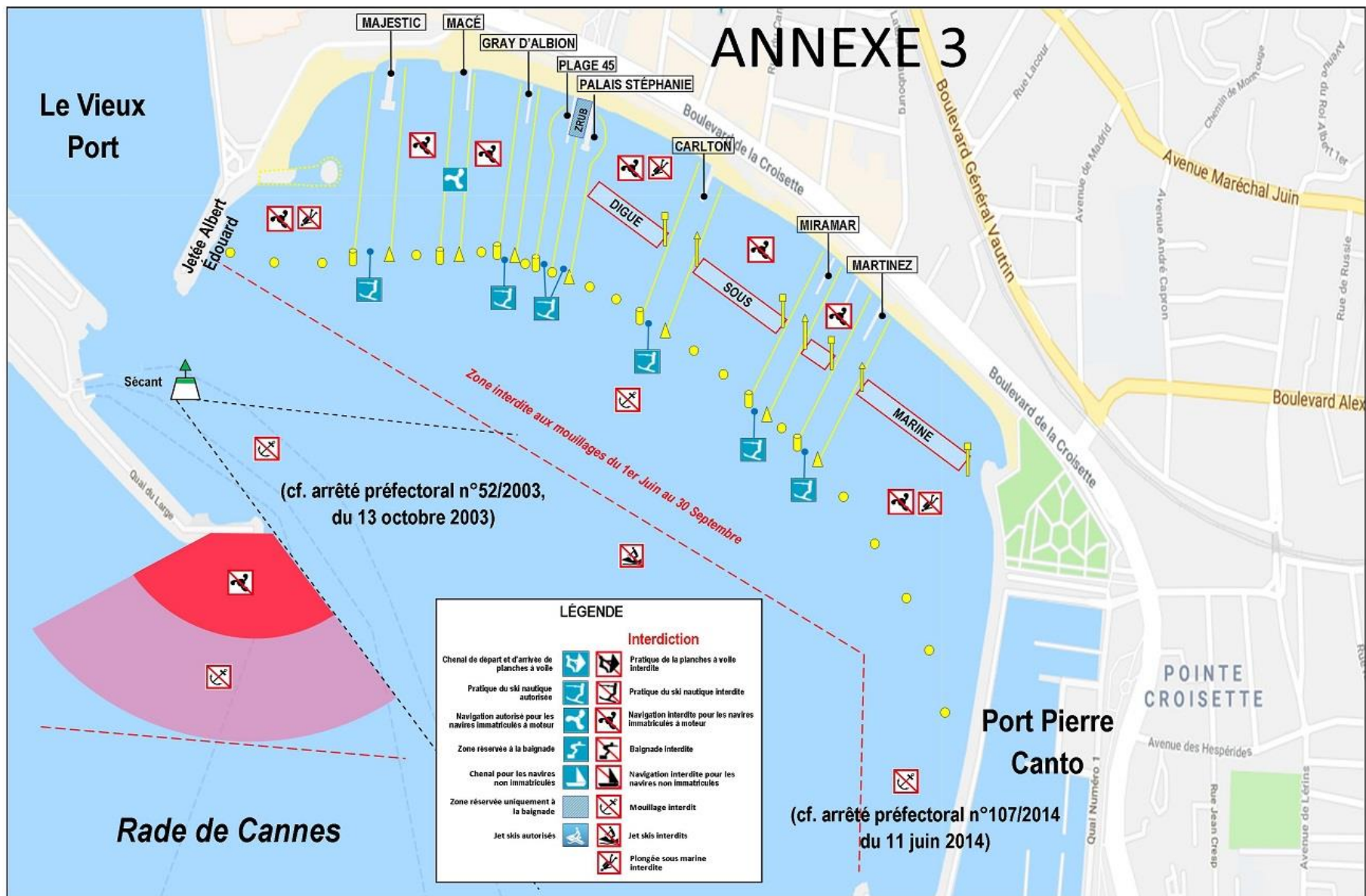
Pour le préfet maritime de la Méditerranée et par délégation,  
le commissaire général Thierry Duchesne  
adjoint au préfet maritime,  
chargé de l'action de l'Etat en mer,

**Signé : Thierry Duchesne**

ANNEXE I à l'arrêté préfectoral n° 293/2018 du 19 décembre 2018



ANNEXE II à l'arrêté préfectoral n° 293/2018 du 19 décembre 2018



DESTINATAIRES :

- M. le préfet des Alpes-Maritimes
- M. le maire de Cannes
- M. le directeur interrégional de la mer Méditerranée
- M. l'administrateur supérieur des douanes, directeur régional des garde-côtes de Méditerranée
- M. le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes
- M. le directeur adjoint, délégué à la mer et au littoral des Alpes-Maritimes
- M. le directeur du CROSS MED
- M. le commandant de la région de gendarmerie PACA
- M. le commandant du groupement de gendarmerie maritime de la Méditerranée
- M. le commandant du groupement de gendarmerie départementale des Alpes-Maritimes
- M. le procureur de la République près le TGI de Marseille (Tribunal maritime)
- M. le procureur de la République près le TGI de Grasse
- Mme Frédérique Bianquis  
[frederique.bianquis@ville-cannes.fr](mailto:frederique.bianquis@ville-cannes.fr)

COPIES :

- CECMED/DIV OPS – J34 APPMAR
- SEMAPHORE LA GAROUPE
- PREMAR MED/AEM/PADEM/RM
- Archives.